

Communauté de la Diaspora togolaise

Communiqué de soutien au *Collectif Sauvons le Togo* pour un Togo démocratique

Paris, le 26 août 2012

Répondant à l'appel du Collectif Sauvons le Togo (CST), les populations togolaises se sont massivement mobilisées les 21 et 22 août 2012 à Lomé pour exprimer leur profonde adhésion aux revendications légitimes du Collectif en vue d'un véritable changement dans la vie politique togolaise. Quels que soient les chiffres avancés par les uns et les autres, c'est un fait indéniable que la population togolaise a répondu **massivement et pacifiquement** à l'appel du CST.

1. Vers un dialogue transparent

Parmi les revendications du CST contenues dans sa plateforme, il convient de rappeler la « *liberté de manifestation garantie par la Constitution togolaise* » et la « *légitimité et la légalité* » des actes posés par le Collectif Sauvons le Togo. C'est, entre autres, l'absence de légalité d'un gouvernement qui ne correspond pas à la vérité des urnes, ni en 2005, ni en 2010, qui sert de fondement historique à la lutte du peuple togolais.

Ces manifestations annoncées depuis quelques semaines sont le résultat du refus obstiné du pouvoir autocratique d'engager un véritable dialogue avec le mouvement démocratique réuni au sein du CST. Pour une bonne lisibilité, le dialogue doit être redéfini dans un cadre transparent et sur une base paritaire. En effet, le dialogue inclusif prôné par Faure Gnassingbé ne repose sur aucune transparence et ne correspond pas à une quelconque volonté d'associer de près ou de loin les populations au processus de règlement de la crise.

Nous disons « **véritable dialogue transparent** », car c'est bien de cela qu'il s'agit. En effet, dans ce énième bras de fer entre le mouvement démocratique et les autorités togolaises, les responsables du CST ont pu vérifier une fois de plus, la mauvaise foi du pouvoir.

2. Le Ministre Gilbert Bawara falsifie la réalité des faits

La preuve de la mauvaise foi du gouvernement a été révélée par le CST dans sa déclaration du 16 août 2012, en des termes on ne peut plus clairs :

« C'est donc avec étonnement, consternation et indignation que le Collectif Sauvons le Togo a appris sur les médias publics, le communiqué unilatéral au contenu fallacieux que le ministre Gilbert Bawara a cru devoir publier tendant à faire croire à l'opinion que les deux parties à l'issue de la rencontre se

seraient entendues sur l'interdiction de Deckon comme lieu de chute de la marche, dans le seul et unique but malsain de démobiliser les populations et de semer la confusion au sein de la population ».

Tenue le mardi 14 août 2012 entre, d'une part une délégation du CST et d'autre part le ministre de l'administration territoriale, celui de la sécurité et celui des droits de l'Homme, la rencontre avait pour but de trouver un terrain d'entente sur l'encadrement des manifestations. Pourtant, à l'issue de la séance, la délégation du CST avait proposé que les points d'accord et de désaccord soient consignés dans un communiqué conjoint. Cette proposition a été rejetée par la partie gouvernementale au motif qu'un tel communiqué n'était pas nécessaire.

Peine perdue ! Non seulement le pouvoir a menti, mais comme à l'accoutumée, il a déployé les 21, 22 et 23 août une impressionnante armada de forces de l'ordre pour mater les manifestants qui avaient entre les mains de simples drapeaux du pays pour exprimer leur attachement aux valeurs fondatrices de la République. Conséquences tragiques de cette répression sauvage : des centaines de blessés, plusieurs arrestations, chasse à l'homme dans les rues, dans les quartiers jusque dans les maisons, créant la psychose et semant la terreur au sein des familles. Pour mémoire, au mois de juin dernier, la répression avait occasionné des morts dont un bébé de six mois.

La communauté togolaise de la diaspora exprime sa profonde indignation et élève la plus vive protestation contre le recours systématique et aveugle du pouvoir à la force brute. Nous réitérons notre appui sans réserve à la **plateforme citoyenne pour un Togo démocratique** du Collectif Sauvons le Togo, qui constitue une bonne base de travail pour sortir le Togo de sa longue crise. Nous soutenons toutes les revendications politiques, citoyennes et sociales portées par le CST.

Comme nous l'avons rappelé à maintes reprises, la violence et les gaz lacrymogènes ne règlent aucun des problèmes de fond que soulève le Collectif lorsque celui-ci pose comme exigence la mise en œuvre des recommandations formulées à plusieurs occasions par les Togolais et la communauté internationale relatives aux réformes nécessaires à la bonne gouvernance ainsi qu'à la transparence et à l'équité des élections au Togo.

Du reste, la plupart de ces recommandations font partie de l'Accord politique global (APG) de 2006, aboutissement d'un long processus de dialogue censé mettre fin aux crises politiques à répétition qui secouent le Togo depuis le début du processus démocratique et dont le paroxysme a été atteint lors des élections contestées d'avril 2005 par lesquelles Faure Gnassingbé s'est installé au pouvoir à la suite du décès de son père. Depuis lors, élections frauduleuses, pseudo-dialogues et engagements politiques factices se succèdent au Togo avec Faure Gnassingbé comme ce fut le cas avec son père Eyadéma Gnassingbé de 1990 à 2005.

3. Appel à la communauté internationale

Au vu de ce qui précède, nous demandons instamment le respect des libertés d'expression, des droits humains et des droits à manifester qui sont garantis par la constitution et les lois. Nous lançons un appel à la communauté internationale, -

particulièrement les Nations Unies (conseil de sécurité, le PNUD), la nouvelle présidence de l'Union africaine, l'Union européenne et plus particulièrement les pays comme la France, l'Allemagne, les Etats Unis, l'Autriche et la Chine -, pour que cette communauté aille plus loin en prenant la vraie mesure de la crise togolaise et en engageant des initiatives subséquentes face à la grave détérioration de la situation des populations togolaises et du Togo.

Nous demandons à la communauté internationale de sursoir à l'envoi d'équipements militaires et autres instruments dits de « sécurité » à un Gouvernement qui n'est pas l'émanation de la vérité des urnes, qui réprime sauvagement les populations et qui refuse de recenser sa Diaspora alors que celle-ci contribue à réduire le niveau de pauvreté du pays par l'envoi régulier et conséquent d'argent.

4. Soutenir le Collectif Sauvons Togo

La Communauté togolaise de la diaspora appelle les Togolais et les amis du Togo à continuer à exprimer concrètement et de façon continue leur soutien au CST à travers des appuis multiformes : financiers, matériels et moraux dont le mouvement citoyen a besoin pour réaliser les objectifs du changement démocratique vivement attendu les populations togolaises. Les soutiens peuvent aussi se réaliser sous la forme d'invitations des membres désignés du CST y compris ceux de la Diaspora. Les soutiens financiers et plus particulièrement les dons peuvent être transmis directement au CST ou par l'intermédiaire des mouvements signataires du présent communiqué.

**Peuple togolais, par ta foi, ton courage et tes sacrifices,
la nation togolaise doit renaître.**

Fait à Paris, le 26 août 2012

Ont signé :

- Collectif des associations contre l'impunité au Togo (CACIT-France)
- Conseil mondial de la diaspora togolaise (CMDT)
- Mouvement du 4 mars pour la libération du Togo (MOLITO)
- Sursaut Togo
- CVU-Togo-Diaspora
- Alliance nationale pour le changement (ANC)-France
- Fédération internationale de l'ANC
- Mouvement pour un Togo Nouveau, MTN (Canada)